

## Coronavirus : Arrêtons la pandémie, récréons un système social solidaire !

Communiqué solidaires 33 - 20 mars 2020

*La pandémie ouvre une période exceptionnelle pour toutes les populations du monde, cependant même dans cette urgence les inégalités semblent encore plus injustifiables. Les plus fragiles doivent être protégé-es et les services publics d'urgence doivent bénéficier immédiatement d'un renfort. Toutes les mesures doivent être expliquées et pas seulement imposées à tous les niveaux dans les entreprises, comme dans la société civile. L'union syndicale Solidaires 33 revendique des mesures qui garantissent toutes les protections sociales et sanitaires à toutes et tous indépendamment de leur bonne ou mauvaise fortune, de leur classe sociale. Nous appelons à renforcer tous les liens par tous les moyens à notre disposition et restons joignables par mail ou téléphone pour vous aider, pour s'entraider. Arrêtons la pandémie, recréons une société solidaire avec un système social solidaire !*



"La romantisation de la quarantaine est un privilège de classe"

Depuis des décennies le détricotage de la Sécurité sociale d'un côté et l'augmentation de la part du capital au détriment de celle du travail ont creusé les inégalités sociales et poussé une grande partie de la population vers une précarité de plus en plus importante.

Depuis mardi, le confinement décrété par le gouvernement, bien que nécessaire, aggrave ces inégalités sociales. L'une des premières inégalités est celle liée aux conditions matérielles du confinement : il y a celles et ceux qui ont une grande maison avec jardin, celles et ceux qui vivent dans un studio et celles et ceux qui dorment dans la rue. Il y a celles et ceux qui peuvent se faire livrer, qui ont accès à internet à haut débit pour assurer les cours à la maison, qui peuvent aider leurs enfants à faire les leçons, qui ont le matériel informatique pour télé-travailler et/ou accéder aux plateformes des bibliothèques en ligne et au streaming et il y a ceux et celles qui ne peuvent pas faire cela. Il y a celles et ceux qui vivent seul-es et d'autres avec leur famille. Il y a aussi celles qui vivent avec des compagnons violents et des enfants avec des parents maltraitants ... Des situations inégales, engendrées par des structures sociales et politiques inégalitaires, sexistes et racistes, cachées aujourd'hui derrière un discours d'union nationale.

Les SDF, habitant-es des squats, personnes enfermées en prison ou centres de rétention, souffrent plus que jamais de cette invisibilité. Aucune mesure n'a été prise pour leur sécurité sanitaire. Ce sont les associations humanitaires qui prennent le relais en faisant appel au bénévolat sans pouvoir assurer leur protection.

Aujourd'hui, le gouvernement fait l'apologie du télétravail. Mais le travail, dans ces circonstances, est un luxe que des milliers de travailleurs et travailleuses, souvent les plus précaires, ne peuvent bénéficier. Dans l'Éducation Nationale, le télétravail ne remplacera pas les relations humaines nécessaires pour donner et recevoir des cours.

Par ailleurs, ces inégalités sont aussi d'ordre économique. Les classes favorisées ne vont pas ou très peu souffrir économiquement : rentiers, grands patrons, grands actionnaires subissent les confinements mais n'ont pas à se préoccuper de leur survie. Le gouvernement a promis des milliards pour aider les entreprises.

### **Mais qu'en est-il des travailleuses et travailleurs ?**

L'expérience nous a bien enseigné qu'aider les entreprises ne veut souvent pas dire aider les salarié-es. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux et elles subissent les conséquences économiques et sociales, sans parler du risque sanitaire.

- Celles et ceux qui continuent de travailler, beaucoup de secteurs précaires où les femmes sont en première ligne, ne voient souvent pas leurs conditions de travail correctement aménagées pour faire face au virus (manque de protection : masque, gel mais aussi absence des distances préconisées). Même sans contact direct les objets transportés ou scannés peuvent être contaminés !
- Les autres sont souvent victimes du chômage partiel, et pour les plus précaires de tracasseries administratives difficiles à surmonter, sans parler de ceux et celles travaillant dans les secteurs informels qui voient toutes leurs ressources épuisées. En plus de la privation de salaire, les problèmes psychologiques sont renforcés par cette attente anxiogène.

Cette crise sanitaire nous montre quels sont les métiers indispensables à une société. Nous pouvons citer quelques-uns à titre d'exemples : hospitalier-es, travailleuses et travailleurs sociaux, aides à domicile, personnels des EHPAD, caissiers et caissières, agents de ramassage des déchets, postier-es, etc. Tous ces métiers ont été jusqu'ici dénigrés, maltraités et sous payés. Cette épidémie nous montre aussi l'importance des services publics et des régimes spéciaux prenant en compte la pénibilité au travail, de l'assurance chômage et plus généralement de la sécurité sociale. Sans ce système de solidarité le taux de mortalité serait certainement multiplié.

Le gouvernement fait des effets d'annonce mais laisse les employeurs improviser, en les poussant à maintenir leurs activités coûte que coûte, ce qui favorise très largement les injustices et les mauvais traitements. Même dans la crise, peut-être surtout dans la crise, ce n'est pas vers les plus en danger que le gouvernement se tourne. C'est vers le grand capital : surtout ne pas perdre le pouvoir !

**Macron et son gouvernement ont annoncé des aides et des mesures pour faire face à cette épidémie.**

**Solidaires 33, revendique :**

- Interdiction des licenciements. Maintien des revenus et des salaires pour tous les travailleurs et les travailleuses.
- Respect des mesures de sécurité sur tous les lieux de travail. Si des collègues sont positifs au Covid-19, fermeture immédiate des entreprises, test généralisé et maintien des salaires complets.
- Création immédiate d'aides sociales pour soutenir les travailleuses et les travailleurs. Mise en place d'un revenu inconditionnel pour soutenir celles et ceux qui travaillaient au noir ou à la tâche. À Pôle emploi arrêt immédiat des sanctions, actualisation et paiements automatiques, suspension de tous les trop perçus.
- Arrêt de la privatisation des hôpitaux et des soins. Plus de moyens pour créer des lits supplémentaires, recruter du personnel soignant ...
- Renforcement des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants.
- Arrêt immédiat des expulsions locatives et suspension du paiement des loyers et des crédits, suspension du paiement de toutes les factures : gaz, électricité, eau, téléphonie et accès internet.
- Réquisition des logements vides et l'ouverture massive de chambres d'hôtel pour les sans-abri.
- Fin des politiques racistes et de discrimination : la maladie a frappé et pourrait frapper n'importe lequel d'entre nous. Afin d'éviter une crise sanitaire majeure, mais aussi de garantir le droit de circulation et d'installation des étrangers, les migrant-es retenu-es en CRA doivent être libéré-es et accueilli-es dans de bonnes conditions avec un accès immédiat pour toutes et tous sans condition de revenus ni de temps de présence sur territoire à l'Aide Médicale d'État.
- L'amnistie ou des mesures alternatives à la détention pour tous les prisonnier-es, il est impossible de garantir la santé dans les prisons.

**Réagissons, organisons-nous, participons aux actions de solidarité, assurons les permanences dans nos syndicats pour gagner la bataille sociale qui se joue pendant le confinement !**

**Nous pouvons continuer la lutte par internet et par téléphone !**

**Nous pouvons continuer la lutte avec masques, gants et distance de un mètre !**